ÉTUDE

Éco d'Eau

EAU ET TOURISME : faire face aux nouvelles vulnérabilités



Chaque geste compte
PRÉSERVONS NOS RESSOURCES

VEOLIA

Éco d'Eau

Une démarche initiée par VEOLIA

Le secteur du tourisme a un poids économique considérable en France - première destination touristique mondiale - avec près de 8% du PIB national et 2 millions d'emplois.

Au rythme de ses pics d'affluence, le tourisme structure la vie de nombreux territoires qu'ils soient urbains ou ruraux, de haute montagne ou littoraux.

Et il doit relever deux **défis écologiques majeurs.**

Le défi carbone est bien connu : le tourisme en France représentant 11%[1] des émissions nationales de gaz à effet de serre, soit proportionnellement plus que son PIB.

Le défi eau était, quant à lui, moins visible, du moins jusqu'à l'année 2022 qui a marqué les esprits dans le pays, entre incendies et sécheresses.

Les territoires doivent concilier le tourisme avec la rareté de l'eau et ses disponiblités plus incertaines : certains territoires déjà très précaires en termes de ressource en eau, comme les Pyrénées-Orientales ou les Landes, enregistrent une augmentation de plus de 24%[2] de leur consommation d'eau en raison de l'afflux de visiteurs l'été.

L'étude qui suit, réalisée par Mayane Labs - sous la conduite de l'hydrologue Emma Haziza - et Veolia, **dresse un état des lieux de la vulnérabilité hydrique du secteur et recense les principales solutions à envisager pour maintenir durablement la disponibilité de l'eau et l'attractivité touristique des territoires.**

[1] ADEME, Bilan carbone du Tourisme en France, 2021

[2] Etude "«Eau et tourisme : faire face aux nouvelles vulnérabilités», Mayane Labs et Veolia, septembre 2024



LE SECTEUR TOURISTIQUE ET LA TENSION SUR L'EAU

Entre responsabilité et vulnérabilité

Le tourisme est un secteur clé pour l'économie, et dans les dernières décennies, de nombreuses collectivités ont cherché à développer leur attractivité touristique pour favoriser le développement local.

La France est la première destination touristique mondiale avec plus de 100 millions de visiteurs internationaux par an, soit 7% des arrivées mondiales, et un tourisme intérieur très important qui représente 85% des nuitées des Français.

Cependant, le dérèglement climatique impacte fortement les territoires français avec une "désaisonnalité" et une grande variabilité dans la disponibilité en eau, entre trop d'eau avec les épisodes orageux plus importants ou pas assez d'eau avec les sécheresses hydrologiques et météorologiques plus fréquentes et plus longues. Le pays se réchauffe 20% plus vite que la moyenne planétaire, entraînant ainsi une vulnérabilité accrue du cycle naturel de l'eau, ses ressources et ses milieux naturels, sous la pression de l'érosion côtière, des sécheresses et de l'affaiblissement du manteau neigeux.

Dans quels territoires se concentrent ces flux de population saisonnière ? Quel est leur impact sur la ressource en eau ? Quel est la situation hydrique de ces territoires dans une France qui se transforme sous l'impact du dérèglement climatique ? Et surtout, quelles solutions d'atténuation et d'adaptation nous permettront de maintenir une activité touristique forte, clé pour la bonne santé économique de nos territoires ?

Ce sont autant de questions que nous traiterons dans cette étude.



UN PIC DE FRÉQUENTATION TOURISTIQUE L'ÉTÉ

de juillet à septembre, au moment où les ressources en eau sont au plus bas

La saison estivale est la haute saison touristique dans de nombreuses régions, en raison des conditions météorologiques favorables et des vacances scolaires.

Aujourd'hui, les territoires qui accueillent le plus grand nombre de touristes sont l'Île-de-France (Paris concentre le plus de nuitées), les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Var, ainsi que la Haute-Savoie qui se réinvente pour proposer une offre estivale face au manque de neige l'hiver.

L'essor des locations saisonnières entre particuliers (Airbnb, Abritel, etc.) a un impact sur la consommation d'eau dans certaines zones déjà en tension touristique, avec une augmentation de 78,3% des nuitées entre 2018 et 2023.

Cette affluence de visiteurs engendre une forte demande en eau potable pour les hébergements, restaurants, activités récréatives, etc. Or, cette même période coïncide avec l'étiage des cours d'eau : les rivières, lacs et nappes phréatiques sont alors à leur niveau le plus bas, en raison du manque de précipitations et de la chaleur qui accentue l'évaporation.

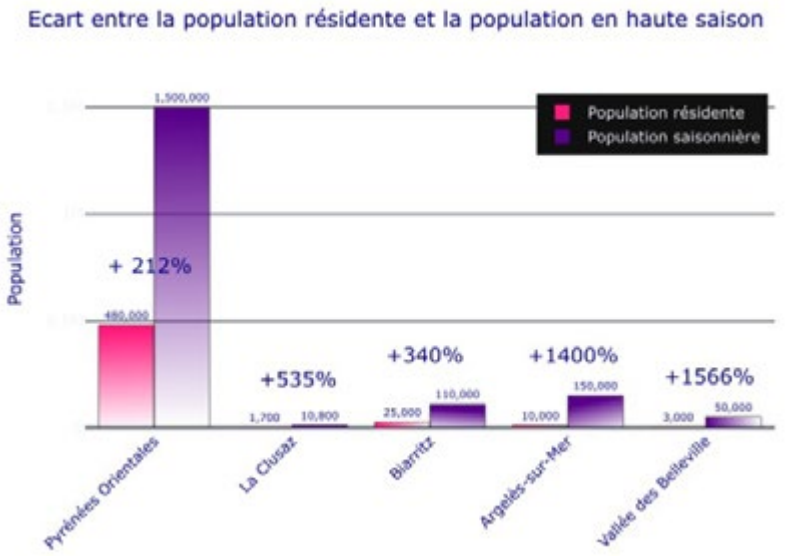
Cette concomitance entre le pic de fréquentation touristique et l'étiage peut poser des défis de gestion de la ressource en eau dans certaines destinations. Les quantités d'eau prélevées pour répondre aux besoins accrus peuvent accentuer le stress hydrique et avoir un impact négatif sur les écosystèmes aquatiques déjà fragilisés par les basses eaux.

80% de l'activité touristique est située sur 20% du territoire français.

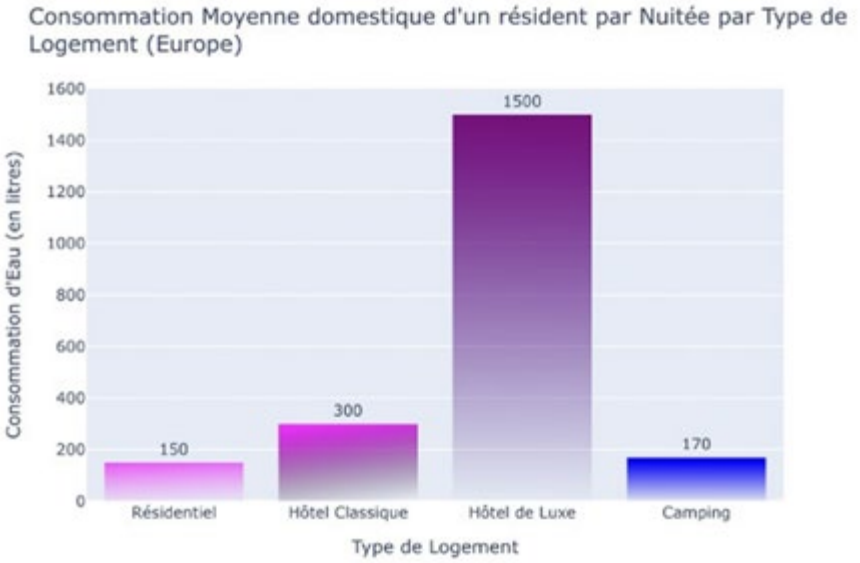
Dans certains territoires, la population peut être multipliée par 15 en haute saison, comme c'est le cas dans les Pyrénées-Orientales, à Argelès-sur-mer. Sous l'effet de cette forte affluence, certaines communes, comme en Corse notamment, voient ainsi leur consommation d'eau multipliée par 18.

Des dynamiques territoriales bouleversées

D'importants afflux saisonniers de population...



... font pression sur la ressource.



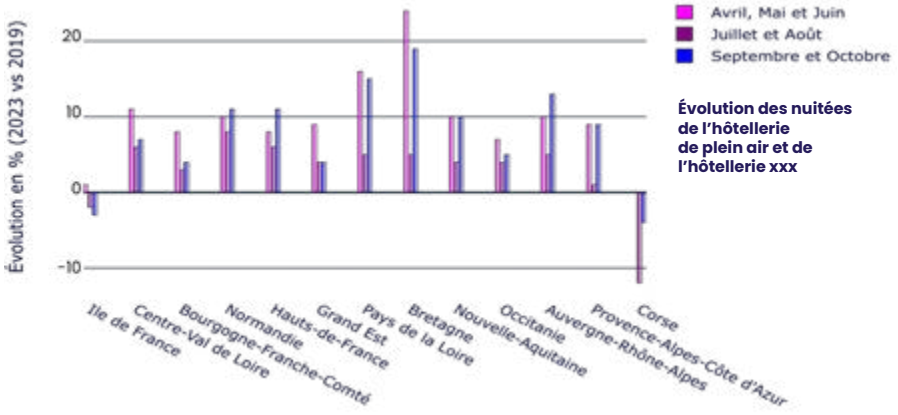
En 2022, les 5 territoires qui ont vu leur consommation d'eau augmenter le plus en raison de l'afflux touristique sont :

(Voir cartes page 9)

Corse du Sud	+ 37 %
Haute Corse	+ 26,6 %
Hautes Alpes	+ 22,6 %
Pyrénées Orientales	+ 24,3 %
Landes	+ 24,3 %

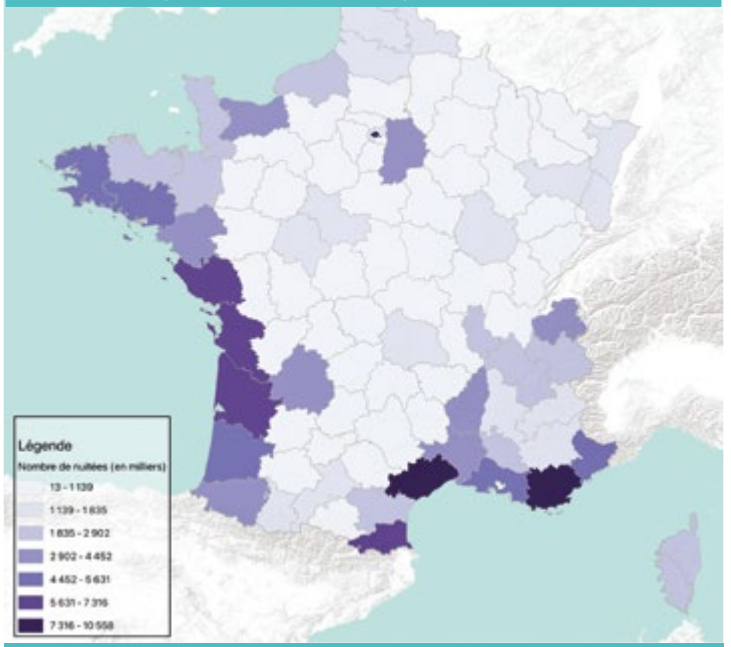
Cependant, la tendance des pics de fréquentation touristique l'été tend à évoluer peu à peu au profit de séjours plus courts, plus variables et plus étalés sur l'année.

C'est le cas par exemple en Bretagne où entre 2019 et 2023, la fréquentation touristique a augmenté de plus de 20% au printemps (avril, mai, juin) et de près de 20% sur l'arrière-saison (septembre et octobre), alors qu'elle reste stable l'été, en juillet et août.

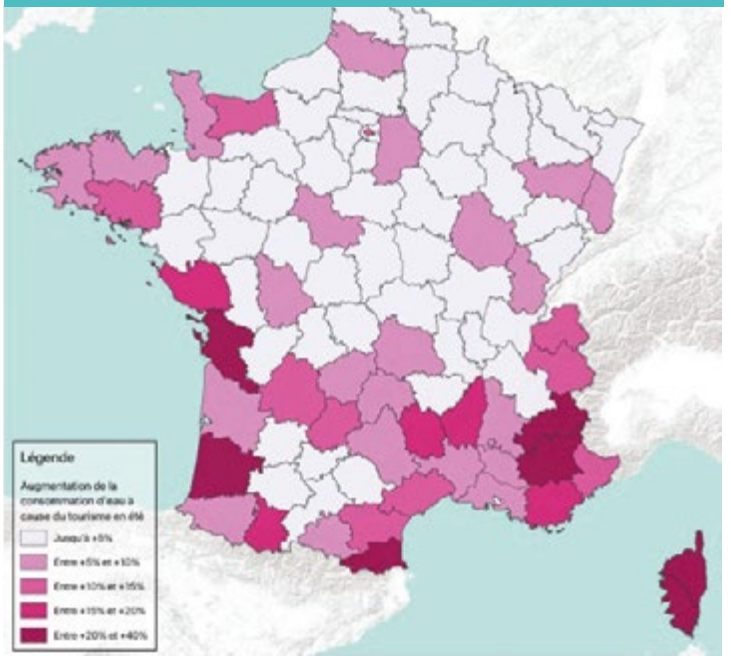


Évolution des nuitées de l'hôtellerie de plein air et de l'hôtellerie xxx

Fréquentation totale en juillet et août 2019



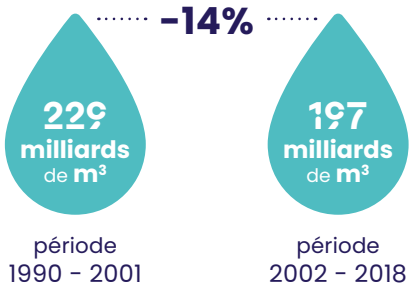
L'impact de la consommation d'eau du tourisme en juillet et août 2019



UNE PRESSION SUR LA RESSOURCE

qui va s'accentuer en France sous l'effet du dérèglement climatique

Le volume des ressources en eau a reculé de 14 %[3] depuis 25 ans...



période 1990 - 2001

période 2002 - 2018





... et le réchauffement climatique va continuer à raréfier les ressources en eau dans les années à venir avec pour conséquences :

une baisse générale des précipitations annuelles sur tout le territoire français et en particulier dans le sud du pays.

une diminution des débits des cours d'eau de 10 à 50%[4] à horizon 2050, notamment la Loire, la Garonne ou le Rhône et des étiages plus sévères en été.

une diminution de recharge des nappes phréatiques pouvant aller jusqu'à 50% d'ici 2025, en Vendée ou dans l'Hérault. S'ajoute également ici un risque de surexploitation des nappes dans les zones de forte demande comme les plaines agricoles intensives.

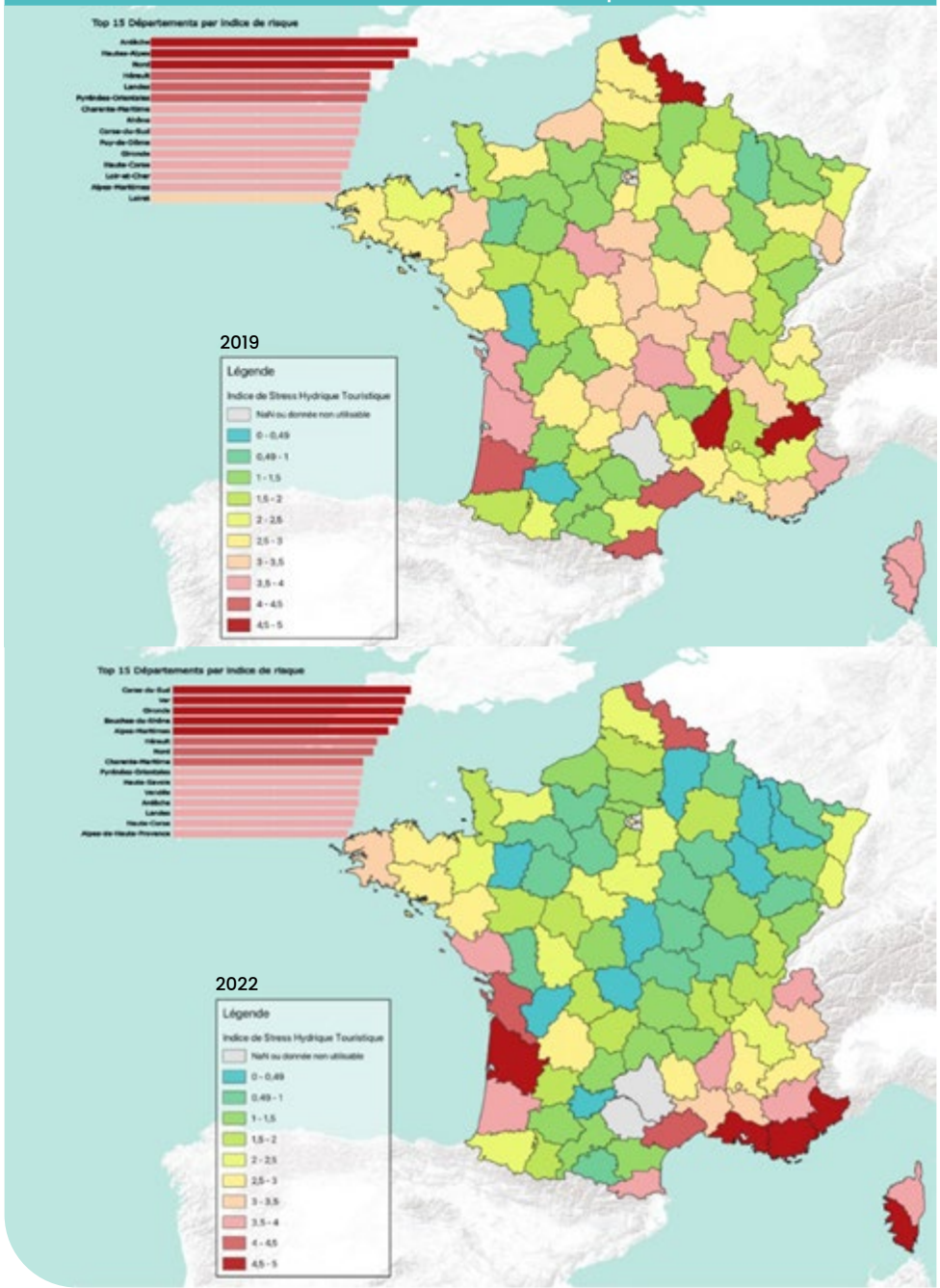
la fonte accélérée des glaciers et du manteau neigeux dans les Alpes et les Pyrénées, avec un impact majeur sur l'alimentation en eau en période estivale.

la remontée du biseau salé dans les estuaires comme la Gironde avec un impact sur la qualité de l'eau potable pour des agglomérations comme Bordeaux.

la surexploitation des nappes phréatiques pour répondre aux besoins en eau des activités touristiques peut entraîner un épuisement de cette ressource vitale. *(Voir cartes page 12)*

[3] France Stratégie, Prélèvements et consommations d'eau : quels enjeux et usages ?", note 136, avril 2024.
[4] IRD

Vulnérabilité départementale à la ressource souterraine en fonction des flux touristiques



LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE VA REBATTRE LES CARTES

de l'attractivité touristique des territoires...

Le dérèglement climatique avec l'augmentation des températures aura des conséquences importantes sur l'activité touristique en France :

Les destinations touristiques côtières et insulaires sont menacées par la hausse du niveau des mers et l'érosion côtière. De nombreuses plages emblématiques pourraient disparaître à terme.

Les stations de sports d'hiver souffrent déjà d'un enneigement réduit et de saisons raccourcies à cause des hivers plus doux. Leur modèle économique basé sur le ski est remis en cause.

Les sites naturels arides ou semi-arides (déserts, parcs nationaux...) subissent des **canicules et sécheresses** accrues qui menacent leur biodiversité et leur attrait touristique.

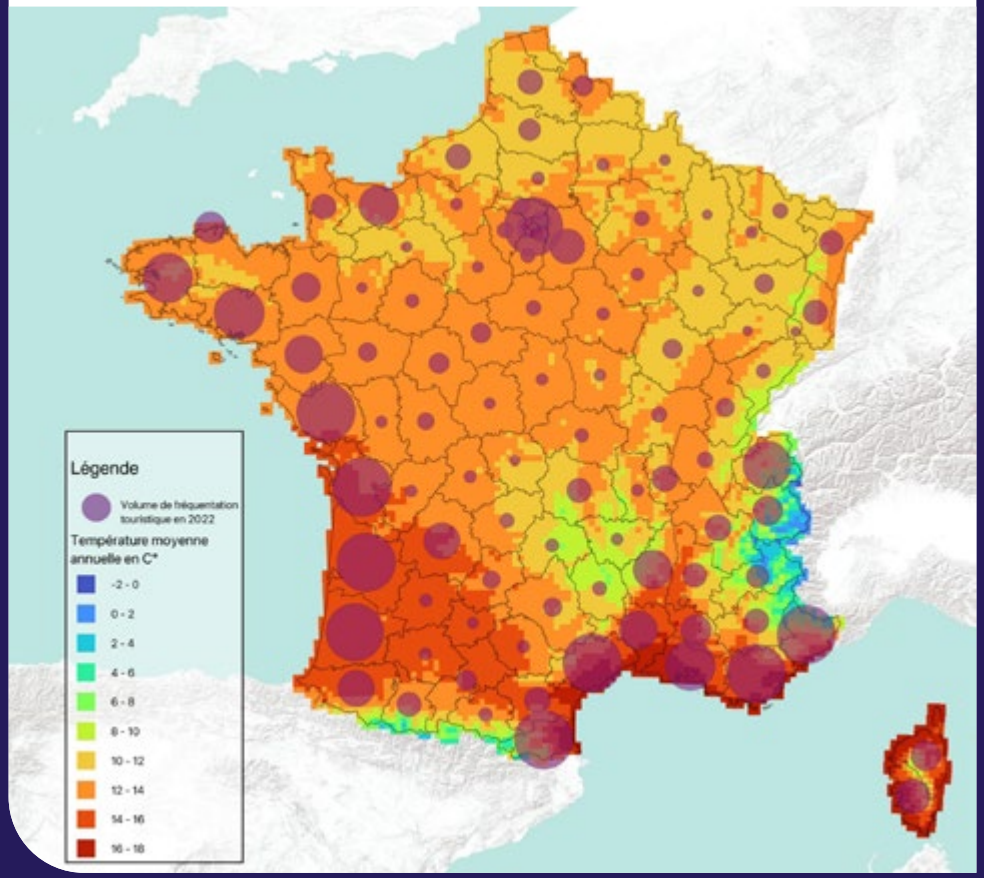
Les forêts sont plus vulnérables aux incendies et aux invasions d'espèces nuisibles avec le réchauffement, ce qui dégrade les paysages.

La hausse des températures favorise également la **prolifération de certains insectes** vecteurs de maladies dans de nouvelles régions, **un risque sanitaire** pour les touristes.

Enfin, les **événements météorologiques extrêmes** (ouragans, canicules, inondations...) se multiplient, perturbant les infrastructures et l'accès aux destinations touristiques.

Vulnérabilité des espaces touristiques face à l'augmentation des températures

En prenant en compte l'augmentation des températures à horizon 2050 et le potentiel d'accueil touristique (nombre de lits), on fait apparaître en projection les communes les plus vulnérables à l'afflux touristique avec en top 3 : Cannes, Agde et Marseille.





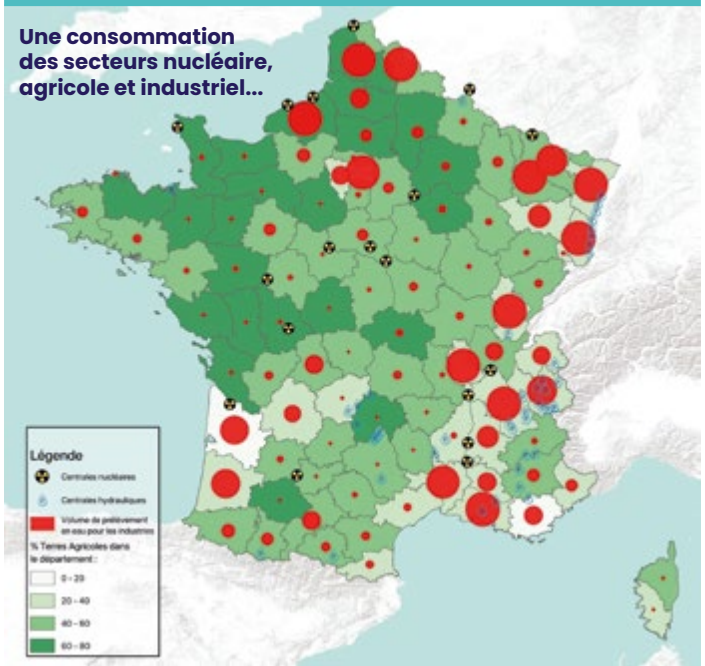
Les épisodes de sécheresse vont se multiplier en France et accentuer ainsi les tensions d'usages de l'eau avec d'autres secteurs économiques.

Dans cette situation de raréfaction de la ressource en eau, les conflits d'usage peuvent alors émerger, menaçant l'équilibre socio-économique des territoires concernés. Les tensions d'usages s'accentuent avec d'autres secteurs économiques consommateurs d'eau comme le nucléaire, l'agriculture ou l'industrie.

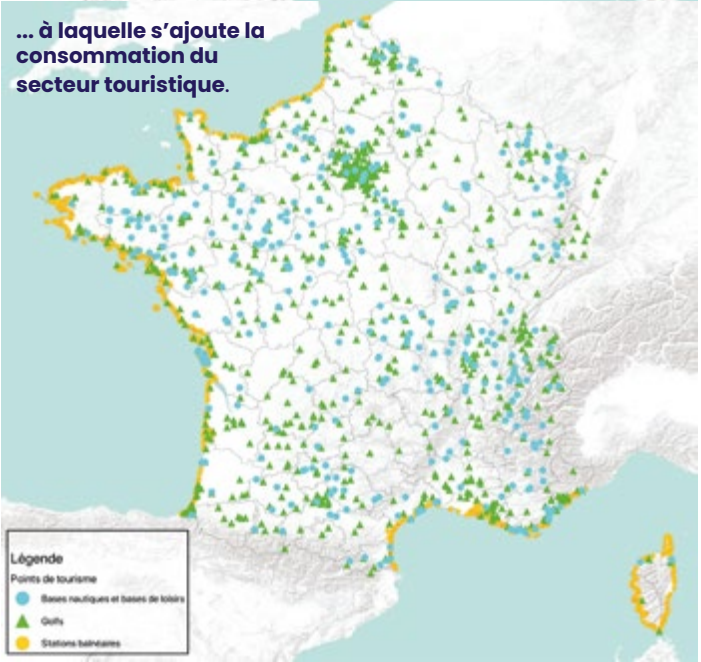
Le secteur nucléaire a besoin d'importantes quantités d'eau pour le refroidissement des réacteurs. Le secteur agricole, le principal consommateur d'eau en France, voit ses besoins en eau augmenter fortement en période de canicule et de sécheresse, alors que la ressource se fait plus rare. Dans le même temps, les industries poursuivent leur activité avec des besoins en eau eux aussi importants pour leurs procédés de fabrication.

Une concurrence des usages de l'eau entre les principaux secteurs économiques français

Une consommation des secteurs nucléaire, agricole et industriel...



... à laquelle s'ajoute la consommation du secteur touristique.



Avec ces tensions sur les usages apparaissent dans le même temps les **mesures de restriction** pour préserver l'eau et la rendre disponible pour les usages prioritaires.

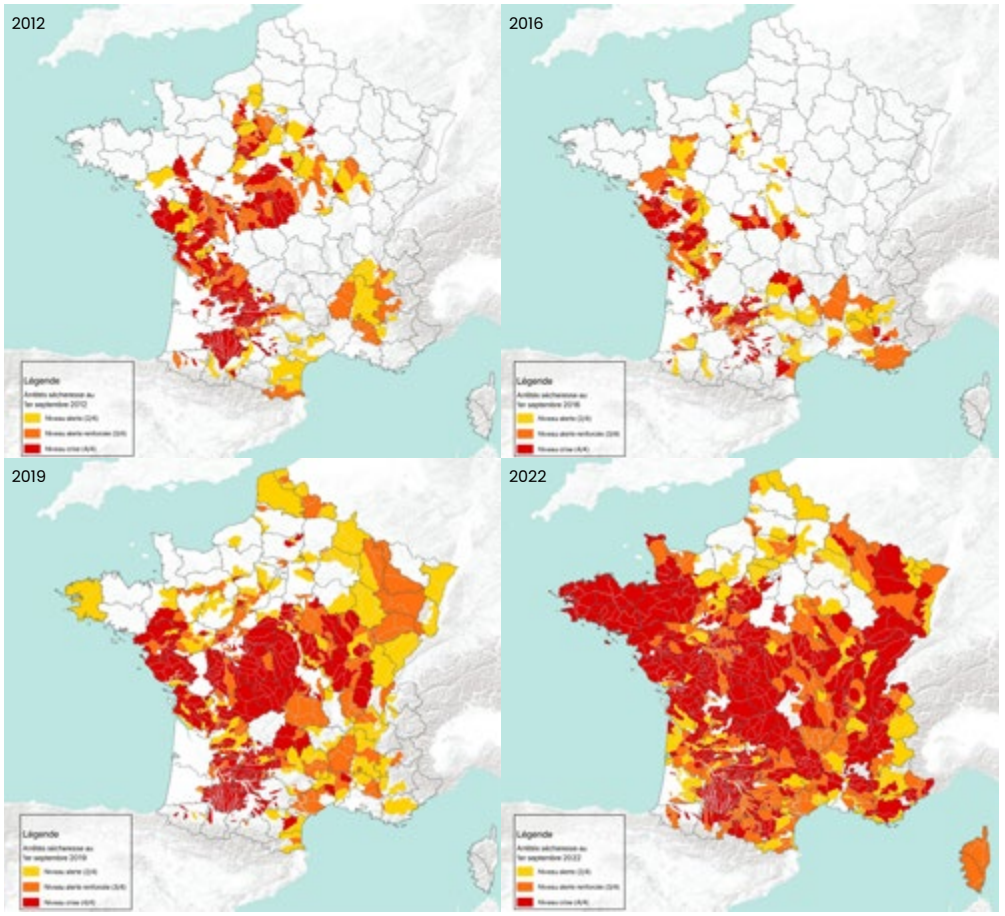
Et la pression touristique sur des territoires sujets à la sécheresse accroît elle aussi fortement les risques de restrictions d'eau. En 10 ans, on a observé une recrudescence des arrêtés sécheresse, principalement de septembre à novembre, période où les touristes se déplacent sur l'arrière-saison alors que la ressource a déjà été très sollicitée l'été.

Ces restrictions ont un impact direct sur les activités touristiques telles que le remplissage des piscines, l'arrosage des espaces verts ou encore l'approvisionnement en eau des hébergements. Cette situation nuit à l'attractivité des destinations et à la qualité de l'expérience touristique.

Ces dernières années, les arrêtés sécheresse et les périodes d'étiage sont non seulement de plus en plus précoces mais peuvent perdurer désormais jusqu'à l'hiver. Cette tendance est le signe d'une vulnérabilité accrue face à la disponibilité de la ressource en constante augmentation.

Des restrictions liées aux arrêtés préfectoraux en alerte, alerte renforcée et crise qui s'étendent au fil des ans à tout l'hexagone

En 2022, l'étendue des arrêtés sécheresse qui touche quasiment tout le territoire national impacte l'ensemble des territoires dans la qualité de leur expérience touristique.



La raréfaction de l'eau et les épisodes de sécheresse liés au changement climatique redessinent les cartes du développement économique et l'avenir de certains territoires dont l'activité touristique est un moteur essentiel.

En voici quelques conséquences :

Un changement des destinations privilégiées

On pourrait assister à un report des flux touristiques des régions méditerranéennes traditionnellement prisées vers des destinations situées plus au nord, mieux arrosées et plus fraîches comme la Bretagne par exemple. Cela impacterait négativement les revenus du secteur dans le sud tandis que d'autres régions verraient leur fréquentation augmenter.

Un décalage saisonnier

Les fortes chaleurs estivales pourraient rendre certaines destinations peu attractives en plein été, décalant la haute saison vers des périodes plus fraîches comme le printemps ou l'automne. Cela perturberait les rythmes économiques habituels.

Une baisse d'attractivité

La sécheresse peut assécher les cours d'eau, vider les lacs et rendre les paysages arides, ce qui nuit à l'attrait touristique d'une région. Les activités comme la baignade, les sports nautiques seraient également impactées.

Une hausse des coûts

Pour maintenir un niveau de service acceptable malgré le manque d'eau (arrosage, remplissage des piscines, etc.), les professionnels du tourisme pourraient voir leurs coûts d'exploitation augmenter.
L'investissement dans de nouvelles infrastructures touristiques peut être freiné, menaçant les perspectives de croissance et d'emplois.

Des conflits d'usage entre les résidents et les touristes

Dans les zones très touchées par le stress hydrique, des conflits pourraient survenir entre les besoins en eau du secteur touristique et ceux des populations et activités locales.

Cette situation de **stress hydrique** soulève des interrogations quant à la capacité de ces zones à accueillir, dans les années à venir, davantage de résidents permanents et de touristes, sans compromettre l'approvisionnement en eau des populations locales, menaçant ainsi leur développement économique.



ZOOM

Barcelone : les habitants dénoncent la pression du surtourisme sur la gestion de la ressource en eau

Soumise à un grand stress hydrique, Barcelone, qui compte 1,7 million d'habitants dans la ville-centre et 3,3 millions dans l'aire métropolitaine, et qui est la ville la plus visitée d'Espagne avec 12 millions de touristes par an, est dans une situation de crise.

Cette situation de sécheresse historique fait surgir les tensions entre touristes et locaux quant à la gestion des ressources naturelles. Les Barcelonais pointent du doigt un tourisme de masse très gourmand en eau. Alors que les résidents étaient limités à 200 litres d'eau par jour et devaient payer des frais supplémentaires en cas de dépassement de cette limite, le secteur du tourisme était soumis à moins de restrictions.

Début juillet 2024, des milliers de Barcelonais sont descendus dans la rue pour protester contre le tourisme excessif. Ils ont appelé à l'action avant le pic d'une saison estivale qui, selon les experts, établira de nouveaux records dans la ville et dans la région de Catalogne.



VERS UN TOURISME PLUS RÉSILIENT

des solutions locales, adaptées aux besoins de chaque territoire

Pour saisir les opportunités de croissance, les territoires touristiques et les acteurs du secteur doivent repenser en profondeur leur gestion de l'eau afin d'opérer une transition vers un tourisme plus durable. Plusieurs pistes de solutions émergent pour permettre à ces acteurs de s'adapter et de gagner en résilience.

Pour les acteurs du tourisme

Pour s'adapter, le secteur touristique doit réduire sa consommation d'eau de manière significative. Cela passe notamment par :

- le développement d'activités et d'infrastructures moins gourmandes en eau ;
- la promotion d'une végétalisation économe (choix d'espèces adaptées au climat local) ;
- l'investissement dans les technologies d'économie d'eau (réseaux d'eau performants, systèmes de recyclage et de réutilisation des eaux usées…).

La sensibilisation et l'accompagnement des touristes vers l'adoption d'éco-gestes eau, la promotion d'un tourisme plus sobre et respectueux de l'environnement ainsi qu'une meilleure information sur les risques climatiques et leurs impacts sont essentiels pour faire évoluer les comportements.

ZOOM Economie d'eau

Un test grandeur nature dans un établissement hôtelier de plein air du Golfe de Saint-Tropez

L'établissement "Les Prairies de la Mer" s'est prêté à une étude menée par la Communauté de communes du Golfe de Saint Tropez et Veolia, avec le suivi scientifique d'un spécialiste, le professeur Robert-Vincent Joule qui a dirigé le Laboratoire de Psychologie Sociale de l'Université de Provence.

L'objectif : évaluer l'effet d'une nouvelle méthode de communication auprès des clients sur leur consommation d'eau. Et ce, dans un contexte de grande tension sur la ressource au mois d'août, où les établissements touristiques, cumulent 1/3 des consommations du territoire.

Le dispositif est simple : un sceau pour rincer son maillot de bain, un sablier pour limiter le temps passé sous la douche, etc. Cela permet d'amorcer une dynamique vertueuse chez le client, qui s'engagera ensuite de lui-même sur d'autres actions. Ce dispositif, qui s'appuie sur la "communication engageante", nécessite un accompagnement des clients par le personnel de l'établissement.

Le résultat est probant : l'établissement enregistre une baisse de 15% de consommation sur les logements soumis à l'expérimentation.

Des solutions à mettre en place par les collectivités locales

- **Définir une politique touristique adaptée au contexte de raréfaction de la ressource en eau :** la diversification saisonnière permettrait une meilleure répartition de la fréquentation touristique sur l'ensemble de l'année et atténuerait ainsi les pics de pression sur la ressource en eau durant les mois d'été, traditionnellement les plus critiques. Cela implique de valoriser les atouts des destinations en dehors de la haute saison estivale.
- **Mettre en place une véritable politique de l'eau, avec :**
  - » **Une gouvernance efficace pour planifier localement la gestion de l'eau :** avec la mise en place de schémas de gestion des sécheresses à l'échelle territoriale, une concertation accrue entre les différents acteurs consommateurs d'eau (tourisme, agriculture, énergie, etc.) et un système clair de priorisation des usages en cas de pénurie.
  - » **Une politique de sobriété en eau**
  - » **Des solutions pour explorer de nouvelles ressources en eau** (réutilisation d'eaux usées traitées, dessalement d'eau de mer, transferts d'eau entre bassins…) et **réhabiliter les écosystèmes aquatiques** (zones humides, rivières) peuvent également être envisagées, en complément des efforts d'économie d'eau.
- **Sensibiliser et former les hébergeurs.**



PALAVAS-LES-FLOTS
Une nouvelle stratégie pour un tourisme des quatre saisons

Pour ne pas limiter la station balnéaire de Palavas-les-Flots à une fréquentation touristique estivale, les autres acteurs du territoire (notamment l'Office du tourisme) se sont mobilisés pour mettre en œuvre un schéma de développement touristique qui s'ancre dans une logique de tourisme durable.

L'objectif : développer un tourisme quatre saisons dans une démarche plus raisonnée et durable. Pour ce faire, il a fallu partir à la conquête des clientèles de proximité, orientées nature/culture. Comment ? **En communiquant largement sur ce nouveau positionnement, en consolidant l'économie touristique par des expériences de qualité toute l'année, ou encore en s'organisant avec les professionnels du tourisme au travers de nouveaux outils opérationnels.**

Par ailleurs, pour plus de sobriété toute l'année, l'Office du tourisme de Palavas-les-Flots accompagne les hébergeurs pour faire baisser la consommation d'eau, via des formations et un suivi personnalisé…

Récemment, un partenariat a été mis en place avec la startup We Go GreenR qui offre une plateforme en ligne sur ces sujets de sobriété. Au bout du parcours, les hébergeurs peuvent être labellisés (labellisation "clé verte").

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE
Un contrat de sobriété hydrique

La Métropole Européenne de Lille (MEL), qui voit ses ressources en eau se reconstituer difficilement chaque année, s'est fixé l'ambition d'économiser 65 millions de m^3 d'eau sur 10 ans et a également fait le choix d'instaurer une tarification écologique. Pour ce faire, elle a passé avec l'opérateur gérant la distribution de l'eau dans la Métropole européenne de Lille, Veolia, un "contrat de sobriété hydrique", une première en Europe.

La MEL a fait également le choix d'une tarification écologique reposant notamment sur :

- une part fixe très faible. Cette part fixe très faible bénéficie aux petits consommateurs qui sont particulièrement impactés par le prix des abonnements.
- la suppression de la dégressivité en 5 ans pour les grands consommateurs.

VENDÉE
Recycler les eaux usées en eau potable

Avec près de 5 millions de touristes, 36 millions de nuitées, et 180 000 à 200 000 m³ d'eau quotidiennement consommés lors de l'été 2023, l'enjeu de l'eau est essentiel en Vendée. D'autant plus que le département - qui a la particularité de puiser 94 % de son eau potable dans les eaux superficielles (quand la moyenne nationale est de 30 %) -, est particulièrement sensible aux épisodes de sécheresse.

Pour répondre à cet enjeu de préservation de la ressource naturelle et de sécurisation des réserves en eau potable du territoire, notamment lors de la saison touristique, le service public de l'eau de Vendée Eau a lancé, avec le concours de Veolia, **une expérimentation d'avant-garde en Europe de transformation indirecte en eau potable** : le programme Jourdain. Les enjeux sont conséquents : d'ici 2027, le système pourrait produire deux millions de mètres cubes d'eau chaque année.

Le principe : plutôt que d'être rejetée dans l'océan, une partie de l'eau sortant de la station d'épuration des Sables d'Olonne est récupérée puis traitée de nouveau au sein d'une station d'affinage. Y sont traités les résidus médicamenteux, les micropolluants ou encore les composants microbiologiques comme les virus et bactéries. L'eau ainsi obtenue est ensuite acheminée sur 27 kilomètres en direction du barrage de Jaunay où elle sera réinjectée dans une zone végétalisée. C'est sur son territoire que l'eau sera mélangée à celle de la rivière qui transite alors jusqu'à l'usine de production d'eau potable qui produira l'eau consommable pour les foyers.

TOULOUSE
Tarification saisonnière de l'eau, un levier pour réduire les usages de l'eau quand elle se fait rare

Depuis le 1er juin 2024, une tarification saisonnière de l'eau a été mise en place sur le territoire de la métropole toulousaine.

Le principe : de juin à octobre - pendant les 5 mois où l'eau est la plus rare en Garonne -, l'eau coûte plus cher (+ 42%). Son prix baisse (-30%) le reste de l'année, de novembre à mai, quand la ressource est davantage disponible. Ainsi, cette nouvelle tarification ne pénalise pas les ménages ayant une consommation stable sur l'année, les mois majorés étant compensés par sept mois de baisse du prix de l'eau. De plus, les mètres cube d'eau économisés notamment l'été permettront de faire baisser la facture annuelle.



Une approche multidimensionnelle et locale, associant l'ensemble des parties prenantes semble indispensable

Afin de relever ces défis et assurer la pérennité de ce secteur économique majeur, tout en préservant la ressource en eau des territoires concernés, il sera nécessaire de mettre en place :

- **une offre touristique plus résiliente et durable** qui intègre la gestion de l'eau comme un élément central de la stratégie d'adaptation
- **une nécessaire collaboration** entre les différents acteurs
- **une sensibilisation** des touristes

L'enjeu majeur est celui de la **PLANIFICATION**. Les solutions, elles, existent.

Dès lors, le défi est de pouvoir anticiper au maximum pour hiérarchiser le déploiement des différentes solutions dans leur diversité, avec une perception claire des priorités au niveau du territoire tout entier :

1. D'abord, privilégier la **SOBRIÉTÉ** via un ensemble de solutions permettant aux acteurs de :
   - réduire leur empreinte eau : diagnostics pour évaluer les enjeux, télérelève pour piloter et sensibiliser les consommateurs ;
   - mieux anticiper l'impact du dérèglement climatique sur la ressource (PrédiNappe, Scorecard resilience eau…) ;
   - Sensibiliser l'ensemble des acteurs à leurs comportements.
2. Ensuite, et en complément des actions de sobriété auxquelles elles ne peuvent se substituer, explorer les solutions alternatives comme le **stockage dans les nappes** ou la **réutilisation des eaux usées** ;
3. En dernier recours, envisager le **dessalement d'eau de mer**, en même temps que des solutions minimisant sa consommation énergétique.



L'ESSENTIEL : COMMENT ACCOMPAGNER

l'adaptation des territoires touristiques face au manque d'eau ?

LES GRANDS ENSEIGNEMENTS DE L'ÉTUDE

Trois évolutions majeures sont intervenues ces dernières années dans les pratiques du tourisme en France

Les consommations en eau par nuitée augmentent avec le nombre d'étoiles des hébergements en Europe.

Hôtellerie de plein air
170 litres/personne/nuitée

Hôtel classique Europe
300 litres/personne/nuitée

Hôtel de luxe Europe
1 500 litres/personne/nuitée

Hôtel luxe 5* Sud France
2 685 litres/personne/nuitée

Le développement des hébergements C-to-C et du télétravail a modifié les rythmes d'accueil et de vie dans les villes et villages touristiques.

Entre 2018 et 2023, le nombre de nuitées en hébergement C-to-C a augmenté de
+78%





Les pics saisonniers de juillet à septembre, calqués notamment sur les vacances scolaires, sont toujours bien présents mais ils évoluent peu à peu au profit de séjours plus courts, plus variables et plus étalés sur l'année.

20%

En Bretagne, entre 2019 et 2023, la fréquentation touristique a augmenté de plus de 20% au printemps (avril, mai, juin) et de près de 20% sur l'arrière-saison (septembre et octobre), alors qu'elle reste stable l'été, en juillet et août.

Les dynamiques territoriales du tourisme en sont ainsi bouleversées. La pression sur le cycle naturel de l'eau en ressort accentuée, sous l'effet cumulé des pics de fréquentation et du dérèglement climatique, notamment sur la recharge hivernale plus incertaine et l'évaporation plus forte.

La raréfaction de l'eau et les épisodes de sécheresse liés au changement climatique redessinent les cartes du développement économique et l'avenir de certains territoires dont l'activité touristique est un moteur essentiel. Avec des conséquences importantes pour le secteur touristique : un changement des destinations privilégiées, un décalage saisonnier, une baisse d'attractivité, une hausse des coûts, des conflits d'usage entre les résidents et les touristes...

Les solutions existent

Elles peuvent se regrouper en 4 types d'actions : sobriété, sensibilisation, réutilisation, diversification :

Réduire les consommations en eau

- Adapter les équipements des hébergements touristiques et des activités aquatiques ludiques
- Modifier les processus de gestion des équipements pour être hydroéconomes
- Systématiser la télérelève sectorisée pour piloter plus finement les consommations et réduire les fuites

Sensibiliser l'ensemble de la chaîne des acteurs, des hébergeurs aux salariés et aux clients

- Encourager la labellisation "clé verte" comme à Palavas-les-Flots
- Développer la pratique des écogestes par les méthodes sociologiques et des méthodes de communication engageante comme avec l'expérience menée par l'établissement Les Prairies de la Mer et Veolia, dans le Golfe de Saint-Tropez

Développer la pratique de l'économie circulaire et les solutions alternatives

- Mettre en place des boucles d'eaux locales multi-usages (vidanges de piscines vers des usages de proximité...)
- Développer la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) pour des usages de services et d'arrosage

Diversifier les activités touristiques hydro-dépendantes pour lisser le pic de demande et s'adapter aux aléas de disponibilité en eau

- Développer des activités complémentaires : randonnées pédestres ou à vélo, parcours d'accrobranche, visites culturelles et patrimoniales...
- Promouvoir le tourisme hors-saison : offres promotionnelles en basse saison, événements culturels et festivals en dehors des pics touristiques...

Ces 4 leviers seront d'autant plus efficaces qu'ils seront intégrés et orchestrés dans une planification des projets de territoire dont l'eau devient un facteur dimensionnant et limitant.



Direction de la communication France, Veolia
Octobre 2024
Création graphique : lbgraphiste.fr
Photos : ©Veolia, ©Freepik, ©Shutterstock

Éco d'Eau

Une démarche initiée par VEOLIA

